



Migrations Toupouri et déforestation dans les territoires d'élevage bovin de la plaine du Diamaré (Extrême-Nord Cameroun)

Toupouri migration and deforestation in the cattle breeding territories of the Diamaré Plain (Far North Cameroon)

ZOUYANE Valentin

© 2020 CJTG-RCGT Tous droits réservés / All rights reserved

Résumé:

Depuis 1985, les migrants Toupouri ont amorcé de vagues mouvements internes vers la plaine du Diamaré à l'Extrême-Nord ; en quête de nouvelles friches cultivables et fertiles réservées à la transhumance. La présente étude analyse les facteurs de ces migrations et leur impact sur les territoires d'élevage de la plaine. Les investigations couvrent la période allant de 1985 à 2019 dans les territoires d'élevage de Kolara-Kobo et Gagadje-Maoudine. La méthodologie utilisée a consisté en des enquêtes guidées par les observations de terrain, les entretiens (164) et la recherche documentaire. Ainsi, les résultats montrent que les migrations Toupouri se poursuivent dans les territoires agropastoraux, au point où les blocs de pâturages sont mis en valeur, laissant apparaître les nouveaux fronts pionniers et des espaces cultivés. De même, deux modes informelles d'accès à la terre se sont développées sous le regard indifférent des pouvoirs publics et occupent 80 % des formes d'acquisition des terres pastorales.

Abstract:

Since 1985, Toupouri migrants have been making vague internal movements towards the Diamaré Plain in the Far North in search of new cultivable and fertile wastelands reserved for transhumance. The present study analyses the factors of these migrations and their impact on the breeding territories of the plain. The investigations cover the period from 1985 to 2019 in the breeding territories of Kolara-Kobo and Gagadje-Maoudine. The methodology used consisted of surveys guided by field observations, interviews (164) and documentary research. The results show that Toupouri migrations continue in the agro pastoral territories, to the point where blocks of pasture are being developed, revealing new pioneer fronts and cultivated areas. Similarly, two informal modes of access to land, have developed under the indifferent eye of the public authorities and occupy 80% of the forms of pastoral land acquisition.

Mots clés / Keywords

Migration, Toupouri, Déforestation, Territoire d'élevage, plaine du Diamaré
Migration, Toupouri, Deforestation, Livestock territory, Diamaré plain

Histoire de l'article/Article history
Reçu/Received: 26 décembre 2018

Accepté/Accepted: 11 septembre 2020

Publié en ligne /Published online: 25 novembre 2020

INTRODUCTION

La question des mobilités internes reste un sujet d'actualité dans la plaine du Diamaré, surtout dans les territoires d'élevage du Mayo Kani. La présence des éleveurs transhumants et l'existence des blocs de pâturages délimités dans la zone en saison des pluies attirent les différents groupes d'acteurs (migrants, racketteurs ou voleurs). Les déplacements des populations sont motivés par la recherche du bien-être et d'un cadre de vie meilleure. Ainsi, cette ruée des migrants Toupouri vers les territoires des éleveurs transhumants en saison des pluies s'explique par la recherche de terre de karal (ou terres neuves ou vacantes), par la saturation foncière au pays toupouri, par l'infertilité des sols, par le départ pour fuir la famine de 1985 et le phénomène de saah'n¹ (Watang Ziéba, 2010 : p. 141-147 ; Zouyane V. 2018 : 121-136). Dans ces territoires agropastoraux, la présence des migrants s'accompagne généralement des conflits sociaux et agropastoraux. Dans leurs travaux, Kossoumna Liba'a, (2008) et Mohammed (2015) précisent

que la réduction des espaces traditionnellement reconnus aux transhumants, les conflits agropastoraux et les conflits interethniques sont entre autres les facteurs qui justifient la mobilité des éleveurs transhumants.

Après la fin du projet agropastoral de Mindif-Moulvoudaye, en 1985, les agriculteurs ont développé des stratégies de conquêtes d'espaces pour pratiquer les activités agricoles (Requier-Desjardins, 1997, 2001 ; Sous le Pic, 1983 : p. 2-4) : récupération des terres/blocs de pâturages considérés comme abandonnés par ledit projet agropastoral, entente avec l'autorité traditionnelle ou un membre de la famille installé dans la localité. Entente qui se poursuit jusqu'à nos jours (Zouyane, 2018 : p. 235-246). Derrière, l'action des agriculteurs riverains et agriculteurs migrants se positionnent des acteurs (l'administration locale) qui tirent les ficelles. Ils sont tapis dans l'ombre et mènent « des combats ». Conscients des gains qui ressortent de l'entretien des conflits, ces groupes d'intérêt manipulent les autres acteurs (Zouyane, 2018).

Dans son ensemble, les territoires d'élevage connaissent des séries de difficultés : les migrants Toupouri associés aux populations riveraines se lancent à la conquête des terres agricoles. Ce qui favorise des conflits agropastoraux.

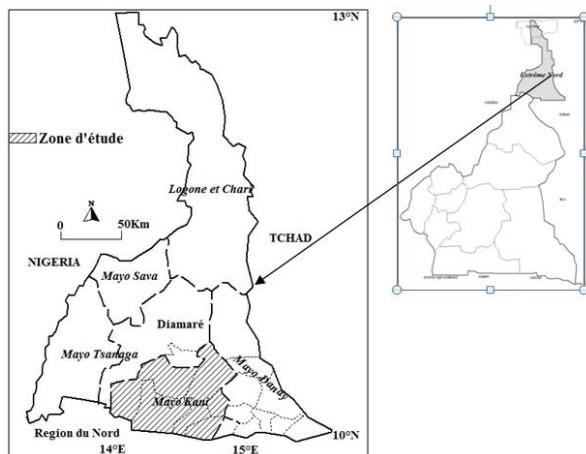
À la lecture de ces écrits, il se dégage que le flux migratoire massif du peuple Toupouri en quête de nouvelles terres de culture génère non seulement une dynamique des espaces ruraux, mais crée aussi un dysfonctionnement des territoires pastoraux. C'est au vu de ces constats faits que les questions suivantes sont posées : pourquoi, les migrants Toupouri se déplacent-ils vers les territoires d'élevage de la plaine du Diamaré ? Quelles sont les conséquences de l'occupation de ces surfaces pâturables ?

L'objectif de ce travail est d'analyser les raisons des migrations rurales internes des Toupouri vers les territoires d'élevage et leur impact sur les aires de pâturages. Pour cela, nous formulons l'hypothèse principale selon laquelle ce sont les facteurs géographiques, socioculturels et économiques qui concourent au mouvement migratoire des Toupouri vers les territoires d'élevage de la plaine du Diamaré. L'articulation qui suit consistera d'une part à faire ressortir les mobiles de cette vague migratoire vers les espaces pastoraux et d'autre part les effets qui s'en dégagent.

MATÉRIELS ET MÉTHODES

PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE

Le Cameroun est un pays d'élevage par excellence. Il a un foncier pastoral évalué à plus de 19 millions d'hectares de pâturages et d'utilisations diverses (MINEPIA, 2011). La région de l'Extrême-Nord a une superficie de 34 430 km² et près de 25 470 km² des parcours pâturages et savanes (MINEF, 1996 ; BUCREP/MINEPAT, 2010 ; Zouyane, 2018). La plaine du Diamaré s'étend sur près de 1 660 000 ha, soit 48,7% de la superficie totale de la région de l'Extrême-Nord et couvre le département du Mayo Kani (cf. figure 1), le département du Diamaré, le nord de l'arrondissement de Mora et l'ouest du département du Mayo-Danay (Fréhou Hubert, 1966 ; Boutrais Jean, 1984 ; Gonné Bernard, 2005).

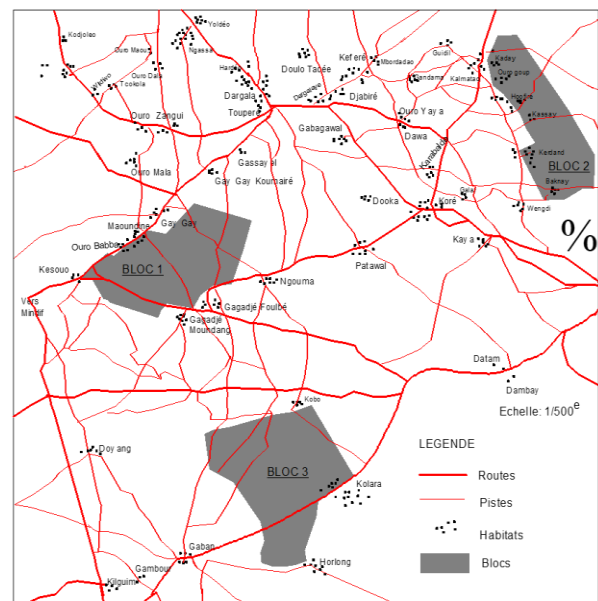


Source : Google Earth, 2019 ; Réalisée par Zouyane, 2019

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Pour ce qui est du cadre temporel de la recherche, il se situe entre 1985 et 2019. Le choix de cette fourchette s'explique par le fait que l'année 1985 marque la date de la fin du projet agropastoral de Mindif/Moulvoudaye² (qui a pris le soin de délimiter des blocs de pâturages) et le début d'une « expansion accentuée » des migrations rurales Toupouri.

En effet, à partir de 1980, le projet de Mindif/Moulvoudaye (financés par les États-Unis et la France avec le soutien du gouvernement camerounais) s'efforce de créer un cadre d'évolution pour les transhumants de la région (USAID/Cameroun, 1985). Ledit projet-pilote a été accueilli diversement par les transhumants, les nomades et les agro éleveurs. Dans la région, les parcours communs (ou des territoires agropastoraux circonscrits) sont créés. Les plus connus sont les blocs de pâturages délimités dans cette plaine du Diamaré : le bloc I, Gagadjé-Maoudine (7 014 ha) ; le bloc II, Kadaye (7 300 ha) et le bloc III, Kobo-Kolara (8 000 ha). Chacun des trois blocs était recoupé en quatre grandes parcelles (USAID/Cameroun, 1985 ; Requier-Desjardins, 1997 ; Sous le Pic, 1983). Ses objectifs étaient entre autres de limiter et de réduire les mouvements des transhumants de la plaine du Diamaré vers le grand-yaéré. Également, il était aussi question de passer toute l'année dans cet espace choisi et défini. Aussi, il était question de démontrer que dans une zone pilote, qu'il est possible de mettre en œuvre, par le biais d'une organisation locale, une série de techniques susceptibles d'intégrer et d'intensifier la production animale et agricole tout en inversant le processus de dégradation des ressources naturelles et en améliorant la base des ressources. Enfin, de restaurer les pâturages dégradés, grâce à la mise en défens de zones pâturables et un semi fourrager artificiel. Le projet a pris le soin de fixer les blocs de pâturage entre les villages (cf. figure 2).



Source : Projet Mindif-Moulvoudaye, 1974/1981 ; Réalisation : Zouyane, septembre 2019

Figure 2. Blocs découpés dans le cadre du projet Mindif-Moulvoudaye

Les deux territoires agropastoraux (Mindif et Moulvoudaye) sont menacés par la remontée des fronts pionniers Toupouri et des migrations rurales internes. Ces migrants recherchent des zones de culture ou des terres nouvelles. Ces espaces (environ 2135 km²) deviennent de plus en plus une terre d'accueil pour les Toupouri qui s'implantent principalement à Ngouma, Patawal, Ngarwa, Gagadjé, Maoudine, Gay, Kobo et Gaban.

TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNÉES

Pour mener à bien les investigations, une stratégie d'enquête a été choisie. Elle est guidée par les observations directes sur le terrain ayant permis de vérifier les réalités vécues (les blocs de

pâturages occupés progressivement) et les problèmes (occupations anarchiques des terres et conflits agropastoraux) auxquels sont confrontés les migrants Toupouri, les populations riveraines et les éleveurs transhumants. En plus, de nombreuses descentes ont été effectuées sur les sites/blocs des villages Gagadje-Maoudine (Mindif) et Kolara-Kobo (Moulvoudaye), où des entretiens ont été menés avec les différents acteurs.

Par ailleurs, les entretiens par questionnaire ont été réalisés auprès d'un échantillon aléatoire de 61 migrants Toupouri et 90 éleveurs transhumants qui séjournent dans cette plaine. Le contenu de ces échanges visait à comprendre les motivations de leurs déplacements internes et l'évaluation des effets de l'occupation des espaces de pâturage. En outre, d'autres entretiens ont été menés avec sept chefs traditionnels des villages suivants : Gagadjé, Maoudine, Ngouma, Kolara, Kobo, Doyang et Gaban ; trois chefs de Poste Agricole et trois chefs de Centre Zootechnique. Tous ces acteurs ont mis à notre disposition des informations de diverses natures. Dans l'optique de faciliter la communication avec tous ces enquêtés, un questionnaire a été indirectement administré.

TRAITEMENT DES INFORMATIONS

Le traitement des données a été rendu possible grâce au logiciel Excel qui a servi à faire les tableaux. Le traitement statistique a permis la réalisation des figures à partir de données statistiques. Les cartes des lieux de départ de migrants agricoles, de la localisation de la zone d'étude, de concentration ont été réalisées à l'aide du logiciel du système d'information géographique MapInfo 8.5.

ANALYSE DES RÉSULTATS

RAISONS GÉOGRAPHIQUES, SOCIO-CULTURELLES DES MIGRATIONS TOUPOURI VERS LA PLAINE DU DIAMARE

PRINCIPALES RAISONS ÉVOQUÉES

De 1985 jusqu'en 2019, le processus de conquête des terres de culture s'est accentué dans la plaine du Diamaré. La fin du projet agropastoral en 1985 a ouvert la voie à des migrations internes vers les territoires d'élevage pour plusieurs mobiles (cf. tableau 1).

Territoire d'élevage d'immigration	Effectif (Famille enquêtée)	Principales raisons des migrations toupouri		
		Saturation foncière	Recherche de Karal	Phénomène de Saah'n
Mindif (Maoudine-Dilay-Ngouma-Gagadjé-Ngaroua -Kodoki)	35	14	16	5
Mouvoudaye (Kobo-Kolara)	26	11	13	2
Total	61	25	29	7

Source : Enquêtes de terrain, 2015/2019

Tableau 1. Principales raisons des migrations Toupouri

D'abord, on observe les mouvements des migrants vers les territoires des éleveurs qui visent principalement la recherche de terre de karal (45,71 %) ou pour la culture de mil de contre-saison et la saturation foncière au pays toupouri (40 %) ou à cause de l'infertilité des sols ou simplement partir pour fuir la famine de 1985 et le phénomène de saah'n (14, 28 %) (Watang Ziéba, 2010, Zouyane, 2018).

Ensuite, les enquêtes ont montré que, la recherche de terre de karal ou la pratique de la culture du muskwaari (mil de contre-saison), tout comme la saturation foncière et le saah'n sont les principales raisons évoquées dans les migrations rurales.

UTILISATION ASTUCIEUSE DES STRATÉGIES D'INSTALLATION DANS LES TERRITOIRES D'ÉLEVAGE

Dans la plaine du Diamaré, les Toupouri ont développé deux principales stratégies pour l'acquisition des terres. La première stratégie est celle de servir loyalement l'autorité traditionnelle. En effet, il s'agit de la pratique du faire valoir indirect où le migrant met en valeur la parcelle de terre du chef de village pour une durée plus ou moins égale à deux ans. À la fin de cette exploitation, le djaoro³ lui attribue alors son lot de terre dont il devient propriétaire comme le sont déjà plus de 90,16 % de migrants qui ont bénéficié de cette forme d'acquisition des terres de culture.

La deuxième stratégie consiste à s'installer au village avec la connivence d'un membre de la famille ayant migré plutôt. Ainsi, le nouveau migrant peut être exempté des travaux forcés de la chefferie du moment où il devient d'office un membre appartenant à la famille d'accueil ; ce qui lui confère quelques privilèges comme l'acquisition des terres agricoles (96,72 %).

La première stratégie dont usent les migrants pour prendre possession des terres arables est d'ailleurs illustrée par le village Ngouma où il est d'abord question de cultiver le champ du djaoro durant une à deux années avant de recevoir son propre lopin de terre. L'installation définitive du nouvel acteur du monde rural est matérialisée par la construction d'une case d'habitation, mais tout en restant toujours au service du djaoro. Devenu donc membre de la communauté, le migrant bénéficie des faveurs du chef de village qui lui donne la possibilité de faire venir d'autres personnes de son village d'origine à qui l'on confie encore d'autres espaces de culture.

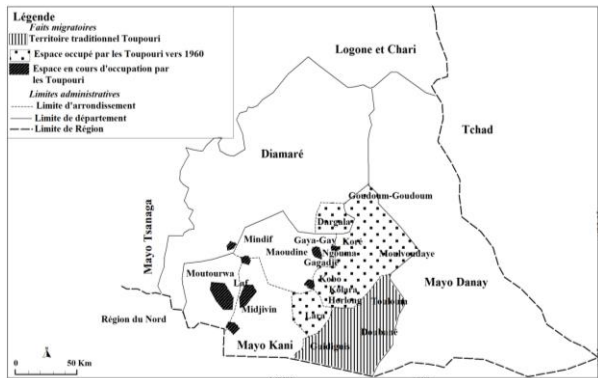
Il est donc important de souligner qu'à partir de leur « territoire traditionnel » constitué des arrondissements de Guidiguis, Porhi et Dziguilao, les Toupouri ont amorcé la « colonisation » de l'arrondissement de Moulvoudaye vers 1960. Cette colonisation se poursuit dans l'ensemble du département du Mayo Kani de nos jours sur l'ensemble du département du Mayo Kani avec pour espace cible les arrondissements de Kaélé, Mindif et de Moutourwa.

CONCENTRATION MASSIVE DES MIGRANTS ET INCIDENCES SUR LES TERRITOIRES AGROPASTORAUX

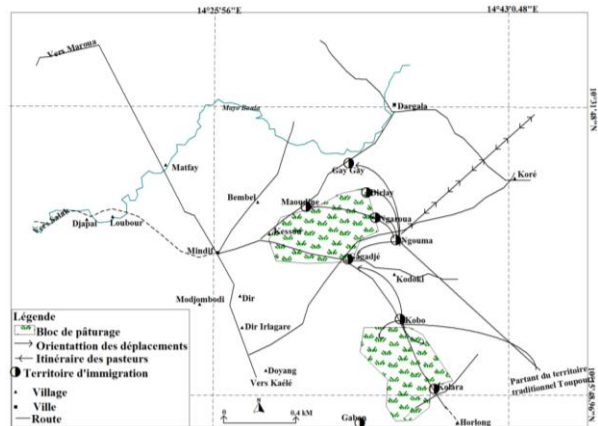
Face à la saturation foncière observée en pays toupouri, les paysans se redéfinissent de nouvelles directions de conquête des espaces agricoles (cf. figure 3). Partant de leur territoire traditionnel (Porhi, Guidiguis, Taibong...), ils se déploient dans l'ensemble des villages compris entre les blocs de pâturages en opérant leur choix suivant les affinités que sont :

- une relation avec l'un des membres d'une famille installée dans un village,
- les liens amicaux ou un parent perdu de vue de longue date,
- et un rapport étroit avec le chef du village sollicité.

Le village Ngouma (cf. figure 4) est la porte d'entrée vers les territoires d'élevage (Mindif et Moulvoudaye). C'est à partir de « ce village-d'entrée » que, le migrant Toupouri va opérer le choix de son « village d'accueil ». Il prend les informations nécessaires à son installation dans tel ou tel village. Également, il existe un lien significatif entre l'implantation des paysans toupouri à Ngouma et les conflits sur l'appropriation de nouveaux espaces culturels qui sont des zones de parcours du bétail. Le village Ngouma est



Source : Watang, 2010 ; adaptée par Zouyane en janvier 2016 et 2019.
Figure 3. Territoires occupés par les Toupourri dans la plaine du Diamaré en 2019



Source : fond de carte, Haberland et Spierenburg, 1991; réalisation et adaptation, Zouyane V. janvier 2019.

Figure 4. Ngouma et Kobo, des territoires de redistribution des migrants

encore une fenêtre à partir de laquelle les pasteurs en transhumance entrent à Mindif. Pour cela, la grande majorité de migrations se concentre dans ce village. D'où la compétition sur l'espace qui entraîne des conflits qui tirent leur origine dans les formes d'organisation des communautés sociales des régions septentrionales du Cameroun. En effet, la forte pression démographique et l'augmentation sans cesse du bétail menacent les ressources en terres agricoles et pastorales. À cela s'ajoute la pratique d'une agriculture itinérante. Cette agriculture est consommatrice d'espace. Elle contribue à confiner l'élevage ne s'adaptant pas encore à l'utilisation d'un système de production intensif.

De la figure 4 ci-dessus l'on constate que les villages Ngouma et Kobo constituent des zones d'escales obligatoires ou de transits pour les migrants en quête de terres vers le territoire de Mindif-Moulvoudaye. La forte concentration de ces acteurs a été observée entre les années 1985 et 2015, dans le territoire d'élevage de Mindif (Gagadjé-Maoudine).

Parlant de l'occupation des blocs de pâturages, l'on a assisté à une réduction évolutive des superficies des surfaces mises en valeur. C'est le cas du bloc de Kolara-Kobo qui est passé de 8 000 ha à 7 080 entre 1980-1985 et à 6 999 ha entre 2001-2019; soit une réduction moyenne de 29,44 ha/an (Projet Mindif-Moulvoudaye, 1974/1981 : page et Magrong, 2007 ; Zouyane, 2018 : p. 236-246). Quant au bloc de pâturages de Gagadjé-Maoudine, le rétrécissement de sa superficie est passé de 7 014 ha entre 1980-

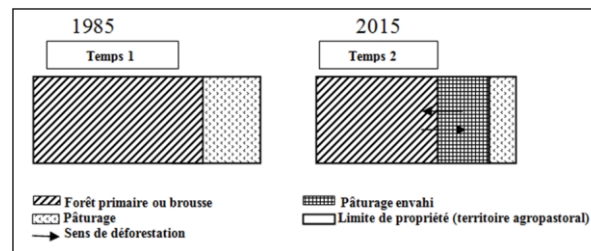
1985 à 6 594 ha entre 2001 -2007 et 5 732 ha de 2007 à 2019 soit une moyenne de réduction de 37 ha/an pour un total de 1 282 ha de bloc de pâturages perdu (cf. tableau 2).

Territoires d'élevage	Superficies des blocs de pâturages (hectares)			Moyenne
	Année 1980-1985	2001-2015	2015-2019	
Kolara-Kobo	8000 ha	7080 ha	6999 ha	29.44 ha/an
Gagadjé-Maoudine	7014 ha	6204 ha	5732 ha	37 ha/an
Total	15014 ha	13284 ha	12731 ha	66.44 ha/an

Source : Enquêtes de terrain, 2015/2019

Tableau 2. Réduction des aires de pâturages

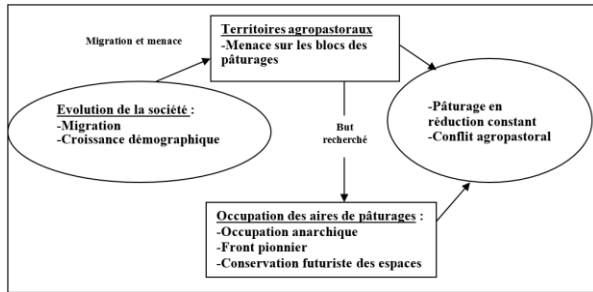
Par manque de moyens financiers, les agriculteurs et les migrants sont contraints de rechercher de nouvelles terres de culture. Mais, une fois la parcelle acquise, celle-ci reste inexploitée pendant des années et ne saurait faire l'objet de parcage pour le bétail des éleveurs en transhumance. Par ailleurs, il est judicieux de noter que la réduction des hectares des aires de pâtures a permis aux ONG (SNV⁴, CARPA⁵) et aux collectivités territoriales décentralisées d'engager et de lancer un cri d'alarme pour la préservation des aires reconnues traditionnellement aux pasteurs qui ont éprouvé de difficultés à faire paître leurs animaux. En plus, à côté de la mise en valeur des zones pâturables en champ agricole se greffe aussi l'occupation anarchique des espaces. Cette situation est due aux agriculteurs riverains et aux migrants qui multiplient de plus en plus différentes techniques d'acquisition des terres sur l'ensemble du territoire concerné par cette mobilité. Une fois l'espace acquis, celui-ci est occupé par des champs de saisons des pluies ou mis en réserve pour une utilisation future tout en le laissant ouvert aux pâturages qui y apportent sa bouse faisant office d'engrais pour la fertilisation des sols. C'est la raison pour laquelle, depuis un certain temps, l'on assiste à une ruée des agriculteurs et des migrants vers l'occupation des brousses pour les terres agricoles (cf. figure 5).



Source : enquête de terrain, 2015

Figure 5. Illustration des stratégies de déforestation

L'analyse montre que les migrants ont développé des stratégies de déforestation qui envahissent plusieurs zones de pâturages et qui s'accompagnent concomitamment avec la mise en place des champs entre 1985 et 2015. Mais, il importe de relever que cette déforestation constitue une menace permanente pour la gestion des ressources agricoles et pastorales compte tenu de la forte pression démographique qui s'accompagne de (Mindif : 69 435 en 2005 à 90 000 en 2015 habitants et Moulvoudaye : 78 600 en 2005 à 120 000 en 2015 habitants) l'augmentation sans cesse du cheptel de bétail (46 000 têtes de gros bétails) (Zouyane, 2018). Cette menace est réelle dans la plaine du Diamaré et constitue une difficulté à surmonter par les éleveurs itinérants (cf. figure 6).



Source : enquête de terrain, 2019

Figure 6. Les menaces qui pèsent sur la gestion des ressources pâturables

La dynamique sociétale (migration, augmentation démographique, recherche de nouvelles terres fertiles) ne favorise pas la pratique de l'élevage itinérant dans cette plaine, car les migrants mettant en « péril » la transhumance saisonnière qui s'effectue sur cet espace étudié. Si le spectre de la réduction des parcelles de pâtures reste pérenne, les transhumants risqueraient de quitter les lieux à cause des assauts répétés des populations agricoles en quête des espaces de cultures.

ACQUISITION FONCIÈRE ET DROIT DES MIGRANTS

En Afrique, selon le droit traditionnel, la terre revient à celui qui l'exploite, autrement dit la terre « appartient au premier occupant » (Requier-Desjardins, 2001 et Teyssier, 2004). Une telle situation laisse entrevoir la création anarchique des champs par les paysans toupouri qui se servent de l'entremise de leurs nombreuses épouses pour conquérir de nouvelles terres, soit 78,68 % de personnes qui usent de cette tactique d'occupation spatiale. Une telle stratégie leur donne alors accès à la terre pour une exploitation agricole familiale. Une fois la parcelle acquise, ils peuvent les partager avec des proches (Zouyane, 2018).

Par ricochet, si ces espaces étaient exploités convenablement, cela ne poserait aucun problème. Mais, une fois l'espace reçu, il n'est pas exploité à l'instant pendant des années et est même interdit de toute utilisation. Souvent, les bénéficiaires ont peur d'être réprimandé par les propriétaires. La plupart du temps, ceux-ci ne manquent pas d'exiger des amendes pour dommage et intérêts en cas d'incursion des bovins sur leurs parcelles de terres cultivées et sur leur domaine privé. Ce cas de figure a été enregistré auprès de 86,66 % d'éleveurs transhumants.

En outre, il faut mentionner que les territoires agropastoraux de Mindif et de Moulvoudaye sont « abandonnés » au profit des groupes d'acteurs que sont les migrants Toupouri, les agriculteurs locaux et les chefs traditionnels qui mettent en valeur les terres ou aires de pâturages à différentes échelles (82,08 %). Voilà pourquoi en trente-quatre ans, les superficies pâturables se sont vues réduites au profit des surfaces agricoles, les espaces d'habitation et les surfaces laissés en jachère.

DES MODES VARIÉS D'ACCÈS À LA TERRE AGRICOLE

Les modes d'accès aux ressources foncières ont connu une évolution spatio-temporelle. Selon le djaoro de Gagadje « avant, l'acquisition des terres était plus fondée sur les pratiques coutumières que modernes ». Suivant le recoupage des informations, plusieurs types de transfert des terres ont été recensés : le droit de la hache⁶, l'héritage, le don (par le djaoro), le prêt gratuit, la location, le gage et l'achat. Ces différentes formes d'acquisition des terres agricoles varient d'une localité à une autre (cf. tableau 3).

Localités	Territoires agropastoraux						
	Mindif					Moulvoudaye	
	Maoundine	Gagadje	Ngouma	Ngaroua	Dirlay	Kobo	Kolara
Droit de la hache	++	++	+++	+++	+	+	++
Héritage	+	+	+	+	+	+	+
Don (par le djaoro)	++	++	++	+	++	++	+
Prêt gratuit	+	+	++	+	+	+	+
Location	+	+	+	+	++	+	+++
Achat	-	-	-	-	-	-	+

Source : Enquêtes de terrain, juillet 2015 et 2019

NB : + = degré de considération

Tableau 3. Types d'accès aux terres agricoles dans les territoires d'élevage

L'existence du droit de la hache comme mode traditionnel et des modes non marchands (don, héritage, prêt gratuit) d'acquisition des terres agricoles s'explique par la disponibilité de ces ressources pastorales. Le droit de hache est développé dans les villages enquêtés. Or dans les terroirs de piémonts Mandara, ces modes ont presque disparu. Ils ont évolué vers des formes marchandes. Également, dans toutes les localités où les enquêtes ont été menées, le don des terres par l'autorité traditionnelle est développé. « L'espace est fini⁷ » à cause du passage des éléphants, qui passent par ces villages pour atteindre le Tchad. Ces pachydermes s'accagent les champs lors de leurs déplacements. Ces derniers empêchent les agriculteurs d'étendre la brousse du côté nord du village. Pourtant, c'est dans cette direction que se trouvent suffisamment de champs fertiles.

Les modes d'accès à la propriété foncière évoqués ci-haut pouvaient ainsi donner lieu à une appropriation. Aujourd'hui, beaucoup de mutations sont intervenues. En plus, aux modes d'acquisition traditionnels qui existent encore (héritage, droit de la hache, prêt gratuit) se sont ajoutés ceux dits marchands (location et achat). Les terres cultivées sont héritées des parents. Ces terres sont louées ou prêtées aux tiers. Les nouveaux exploitants peuvent solliciter des terres auprès des autorités traditionnelles (Djoro, lawan, lamido) assurant leur gestion coutumière. De toute évidence, deux types de modes d'accès aux terres agricoles ont été relevés.

DISCUSSION DES RÉSULTATS

Les études portant sur les migrations internes des populations occupent une place importante dans les études géographiques. Selon Watang (2010) et Zouyane (2018), les migrations internes des Toupouri sont encouragées surtout par la recherche de terre de karal et les « terres agricoles neuves ». C'est pourquoi, un regard est porté sur les aires de pâturages dédiés aux transhumants.

Pour les migrants et les populations riveraines, les blocs de pâturages sont considérés comme « vacants ». De là, naît une compétition entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs/les migrants agricoles sur le domaine national commun que sont les ressources pastorales (pâturages et points d'eau). Cette compétition participe à la destruction des ressources communes à plus ou moins court terme. En plus, Watang (2010) précise que, la migration Toupouri n'est pas un phénomène nouveau dans la région de l'Extrême-Nord d'autant plus que les migrations Toupouri, Mafa et Guiziga ont été encouragées vers le périmètre rizicole de Maga (1979-1984), ensuite vers le périmètre Nord-est Bénoué et finalement vers la vallée de la Bénoué (Garoua). Mais, dans son analyse il ne met pas en relief la nouvelle direction vers où convergent les migrants en quête de terres agricoles dans les territoires d'élevage (surtout vers les blocs de pâturages dédiés aux transhumants). D'où l'intérêt de la présente étude.

Si les mouvements internes Toupouri des décennies 1980 et 1990 étaient encouragés par l'État, ceux actuels sont volontaires ou contraints par les pesanteurs socioculturelles. Ce phénomène de migrations rurales internes reste important de nos jours. Au rythme où les espaces de pâtures sont envahis à des fins agricoles et que la coupe des bois pour la vente dans les grands centres urbains (environ de 2283 hectares) est importante, les éleveurs transhumants qui campent régulièrement sur les territoires d'élevage n'auront plus d'espace pâturable d'ici peu (2283 hectares des surfaces pâturables dédiés aux transhumants sont occupés progressivement). Les migrants Toupouri poursuivent les déplacements ou les migrations rurales internes et sont en train de mettre en valeur les terres conquises à cet effet.

Il est aussi important de préciser que la coupe des bois dans la plaine du Diamaré occupe une place importante dans l'économie. Elle contribue à la réduction des aires de pâturages. Les travaux de Madi, Huub et Babani (2002) ont montré que le chiffre d'affaires pour le bois entrant dans la ville de Maroua (capitale régionale) est estimé à environ 2,2 milliards de FCFA. L'extrapolation de ce chiffre se situerait à environ 4 milliards. Les revenus moyens annuels des collecteurs de bois dans certaines zones (Moulvoudaye et Kay-Kay) tournent autour de 200 000 FCFA. Pourtant pour un agriculteur moyen, ces revenus se situent autour de 120 000 FCFA. Devenu une source de revenus non négligeable, les paysans pratiquent ce métier pour compenser souvent les pertes pendant les récoltes. Dans les localités de Maoudine, Gagadjé, Kolará, Ngouma et Doyang, la coupe du bois intéresse non seulement les hommes adultes, mais également les femmes et les enfants. C'est pourquoi, pour réduire la vitesse d'occupation des hectares pâturables, les ONG (SNV et CARPA), le Syndicat des Communes du Mayo Kani et les collectivités territoriales décentralisées (de Mindif et de Moulvoudaye) ont engagé une bataille ou, du moins, ne cessent de lancer des cris d'alarme pour la préservation des aires qui sont traditionnellement reconnues aux pasteurs. Aussi, il faut souligner que le manque d'un code pastoral encourage cet état de situation observée dans les territoires d'élevage. Néanmoins, à l'allure où la situation se présente, les transhumants auront des difficultés à pâturer dans les territoires d'élevage.

CONCLUSION

L'étude montre que les Toupouri restent un groupe très présent dans les migrations rurales depuis plus de 40 ans dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'arrivée progressive des Toupouri dans cette plaine du Diamaré, à la fin du projet Mindif-Moulvoudaye en 1985, met en difficulté l'espace pâturable. Ces blocs de pâturages sont considérés par ces migrants comme vacants. Ils pensent que ces blocs de pâturages « abandonnés » peuvent être mis en valeur sans aucune condition. Les Toupouri croient que « les brousses sont vacantes » et n'appartiennent pas aux éleveurs transhumants.

Les raisons sont multiples pour expliquer cette situation. Une fois installée, les terres agricoles sont « occupées anarchiquement ». On observe une expansion des champs çà et là, la mise en culture des couloirs de transhumance et la présence de bétails. Il va de soi qu'on assiste à un processus de « toupourisation » des territoires agropastoraux de Mindif et de Moulvoudaye. Par conséquent, il s'avère indispensable de faire un travail de sensibilisation des acteurs impliqués dans la gestion de la chose pastorale.

L'autorité administrative et traditionnelle intervient régulièrement dans la gestion des conflits entre les agriculteurs-migrants et les transhumants pour le contrôle des terres. Mais, de manière locale, aucune solution n'est trouvée pour stabiliser ces mouvements internes ou même, conduire les migrants à une utilisation rationnelle des espaces conquis. Pour mettre un terme à cette occupation progressive des terres agricoles, il serait important que l'État, y compris les ONG (SNV, CARPA) essayent d'apporter leur soutien financier aux agriculteurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Boutrais Jean, 1984. « Entre nomadisme et sédentarité : les Mbororo à l'Ouest du Cameroun », Paris, ORSTOM (106), pp. 225-256.

Frechou Hubert, 1966. « L'élevage et le commerce du bétail dans le nord du Cameroun », in Cahier ORSTOM, série Sc. Humaines vol III, n°2, 125p.

Gestion de l'Environnement du Cameroun, 04 volumes : Rapport principal. MINEF

Gonne Bernard, 2004. La crise foncière sur les terres à karal dans les plaines de l'Extrême-Nord du Cameroun : un dysfonctionnement déterminant dans la dynamique actuelle des terroirs. Thèse de Doctorat /Ph.D de Géographie, Université de N'Gaoundéré, FALSH, 531p.

Haberland Peter et Spienbourg Petra, 1991. Stratégies d'élevage dans la région de Mindif, Nord-Cameroun, CEDC, CLM, Leyde, 143p.

Kossoumna Liba'a Natali, 2008. De la mobilité à la sédentarisation : gestion des ressources naturelles et des territoires par les éleveurs Mbororo au Nord du Cameroun. Thèse Doctorat de l'Université Paul Valéry-Montpellier III, 259p.

Madi Ali, Huub Peter et Sali Babani, 2002. « La demande urbaine en bois énergie et nécessité d'une gestion rationnelle des ressources naturelles : le cas de la ville de Maroua à l'Extrême-Nord du Cameroun », CEDC, Université de N'Gaoundéré, de Leiden et de Dschang, Actes du colloque, Maroua, Cameroun, 13p.

Magrong Paul, 2007. Gestion des ressources pastorales et organisation des éleveurs : bilan des projets dans la plaine du Diamaré (Extrême-Nord Cameroun). Mémoire de fin d'études présenté pour l'obtention du diplôme de Master Agronomie et Agroalimentaire spécialisation : productions animales en régions chaudes, 63p.

MINEF (Ministère de l'Environnement et des Forêts), 1996.

Plan national de la MINEPIA (Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales), 2011. Avant-projet de loi régissant le pastoralisme au Cameroun.

PNUD/Banque Mondiale. Yaoundé, Cameroun, 230p.

Projet de Développement Agropastoral au nord Cameroun, 1982. Statut du Projet, 19p.

Projet MINDIF-MOULVOUDAYE, 1974. « L'étude d'élevage du nord Cameroun : synthèse des conclusions, des propositions de projets et recommandations », 16p.

Reiss Denis, 1999. « La gestion du foncier pastoral : une expérience au Nord-Cameroun », Intercoopérants Agridoc 12, pp. 38-40.

Requier-Desjardins Mélanie, 1997. « L'accès aux pâturages : une approche économique de la mobilité », in Baroin C. (éd.), Boutrais Jean (éd.). L'Homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad, actes de colloque du Réseau-Méga-Tchad, Orléans, 15-17 octobre 1997.

Requier-Desjardins Mélanie, 2001. Élevages et transhumances à l'Extrême-Nord du Cameroun, une étude des contrastes d'accès aux pâturages communs. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Versailles, Paris, France, vol. 2, 625p.

REVUE-PROJET, 1998. « La dynamique des territoires », n°254.

SNV (Organisation Néerlandaise de Développement), 2009. État des lieux des ressources pastorales dans les communes de Kaélé-Mindif-Moulvoudaye et Moutourwa, Rapport d'étude, SNV et CARPA, 30p.

SNV, 2009. Formation des délégués des comités de gestion et de suivi des ressources pastorales. Intercommunalité K3M, 21p.

SNV, 2009. Renforcement des capacités de l'intercommunalité K3M sur la sécurisation des espaces et des activités pastorales, Contrat d'activité, 5p.

SNV, 2010. Atelier d'actualisation des plans d'action et de mise en place d'un comité de gestion intercommunal, Kaélé, salle de délibération de la commune, 7p.

Sous LE Pic, 1983. « Revue des nouvelles agropastorales du projet agropastoral Mindif-Moulvoudaye », N°19, août 1983, République-Unie du Cameroun-MINEPIA USAID, 5p.

Teyssier André, 2001. « Du terroir au territoire. L'évolution d'un projet de développement au nord Cameroun », in Actes de l'atelier sur l'aménagement du territoire et les systèmes d'information, Tonneau J.P. et Teyssier A. (éds.). Montpellier, France, CIRAD, pp. 15-29.

Teyssier André, 2004. « La régulation foncière au Cameroun : entre régimes communautaires et aspirations citoyennes ». Cahiers-Agricultures, Volume 13. Sociétés, territoires et rôles des politiques publiques, pp. 285-301.

Teyssier André, Hamadou, Engola Oyep, 2002. « Crises et pratiques foncières au Cameroun. Comprendre la logique des conflits fonciers pour proposer des modes de régulation foncière innovants », Revue du Secteur Rural-Yaoundé, Minagri/FAO-WB.

USAID (Agence Américaine pour le Développement International), 1974. « Inventaire des ressources du Nord-Cameroun », Afrique, United Department of Agriculture, Soil Conservation Service/Fonds d'Aide et de Coopération, France, 189 p.

USAID, 1974. « Inventaire des ressources du Nord-Cameroun », Afrique, United Department of Agriculture, Soil Conservation Service/Fonds d'Aide et de Coopération, France, 189 p.

USAID/Cameroun, 1985. « Nord Cameroun, projet de développement de l'élevage et de l'agriculture », rapport final, Expérience, Incorporated-Minneapolis-Minnesota, 25p.

USAID/CAMEROUN, 1985. « Nord Cameroun, projet de développement de l'élevage et de l'agriculture », rapport final, Expérience, Incorporated-Minneapolis-Minnesota, 25p.

Watang Zieba Félix et Ganota Boniface, 2011. « Territoires agropastoraux et accès à l'eau en milieu sahélien camerounais », in la Politique sectorielle du pastoralisme au Tchad. Quelles orientations ? Actes de colloques, Ndjamen (Tchad), les 1, 2 et 3

mars 2011, Éditeurs Idriss Oumar Alfaroukh Nicoletta/Avella Patrice Grimaud, pp. 52-60.

Watang Zieba Félix, 2010. Muskuwaari, immigration et mutations spatio-agricoles en pays guiziga (Extrême-Nord Cameroun), Université de N'Gaoundéré, 422p.

Zouyane Valentin, 2008. Mobilité des bovins et gestion des ressources pastorales au nord Cameroun. Mémoire de DEA, Université de N'Gaoundéré-Cameroun, 85p.

Zouyane Valentin, 2018. Mobilités pastorales et construction des territoires d'élevage bovin (Extrême-Nord Cameroun). Thèse de Doctorat Ph.D, Université de Maroua-Cameroun, 406p.

Notes de bas de page

1. Sorcellerie ou pratique qui vise à utiliser mystiquement un individu pour les travaux champêtres
2. À partir de 1980, le projet de Mindif/Moulvoudaye de 1980 à 1985 va créer un cadre d'évolution pour les transhumants de la région.
3. Chef du 3e degré au nord Cameroun et « maître du village »
4. Organisation Néerlandaise de Développement (Équipe de l'Extrême-Nord Cameroun)
5. Centre d'Appui à la Recherche et au Pastoralisme-Maroua/Extrême Nord Cameroun
6. C'est-à-dire l'espace où la terre revient à celui qui le défriche en « premier ».
7. Entretien du 19 juillet 2015 à Gagadjé avec le djaoro.

Pour citer cet article

Référence électronique

RAZANAKOTO Pascal (2020). « Rôles stratégiques de la microfinance rurale dans le secteur agricole de la Région Itasy (Hautes Terres Centrales de Madagascar) ». Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography [En ligne], Vol. (7) 1. En ligne le 25 novembre 2020, pp. 30-36. URL: <http://laurentian.ca/cjtg>

Auteur

Zouyane Valentin
Département de Géographie
Université de Maroua, Cameroun
Émail: zouyane@yahoo.fr
zouyane@gmail.com